

## Recherches sociographiques



Bruce CURTIS, *Ruling by Schooling Quebec. Conquest to Liberal Governmentality. A Historical Sociology*, Toronto, University of Toronto Press, 2012, 563 p.

Yvan Lamonde

Volume 55, numéro 1, janvier–avril 2014

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1025655ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1025655ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Lamonde, Y. (2014). Compte rendu de [Bruce CURTIS, *Ruling by Schooling Quebec. Conquest to Liberal Governmentality. A Historical Sociology*, Toronto, University of Toronto Press, 2012, 563 p.] *Recherches sociographiques*, 55(1), 143–145. <https://doi.org/10.7202/1025655ar>

mise en perspective des droits et libertés individuels et des droits de l'enfant, en accordant toute leur validité aux principes internationaux et constitutionnels qui soutiennent le droit des peuples autochtones à l'autodétermination et à la protection de leurs pratiques culturelles et de leurs institutions. Le droit québécois devrait donc s'abstenir de contrôler, restreindre ou réglementer le recours à l'adoption coutumière autochtone dans les dispositions visant à la reconnaître. Selon le court *addendum* qui conclut le livre, le projet de loi présenté par le ministre de la Justice en juin 2012 respecterait assez bien cette approche (Fournier, Otis et Lavallée). Il n'a pas été débattu et, depuis lors, une nouvelle version a été déposée. Lorsqu'elle sera soumise au débat parlementaire, cet ouvrage majeur constituera une référence incontournable pour développer une vision éclairée de l'avenir de l'adoption coutumière.

Françoise-Romaine OUELLETTE

Centre Urbanisation Culture et Société.  
francoise-romaine.ouellette@ucs.inrs.ca

---

Bruce CURTIS, *Ruling by Schooling Quebec. Conquest to Liberal Governmentality. A Historical Sociology*, Toronto, University of Toronto Press, 2012, 563 p.

Bruce Curtis pratique la sociologie historique comme un historien, y ajoutant une impulsion théorique dont l'historien peut considérer qu'elle est une valeur ajoutée. Universitaire du Canada de langue anglaise, il a, je dirais, la politesse scientifique de connaître les sources et l'historiographie de l'histoire du Québec aussi bien que les historiens québécois. Ce n'est rien de dire que la chose est rare.

Curtis a construit une œuvre dont la cohésion intellectuelle est remarquable : ses travaux sur l'instruction publique en Ontario et dans l'Ouest (*True Government by Choice Men?*, 1992) et sur l'émergence de l'approche scientifique et d'une protosociologie par l'étude du recensement de la population (*Politics of Population : Statistics, State Formation, and the Census of Canada*, 2001) conduisent directement au présent ouvrage dans lequel l'instruction publique, l'alphabétisation et l'ignorance offrent un terrain d'enquête pour pousser plus avant la compréhension des débuts de l'enquête quantitative sur les initiatives de scolarisation et sur la montée de l'État.

Pourquoi les tentatives répétées pour instruire le peuple, depuis le début du 19<sup>e</sup> siècle, ont-elles échoué? À la lecture de l'analyse, on comprend que la réponse à cette question est dans le titre, et en particulier dans le mot « *ruling* ». Diriger, former par l'école. Mais QUI le fera? Londres, les gouverneurs, l'Église catholique, l'Église anglicane, la Chambre d'assemblée, le Conseil législatif, les Patriotes, la Montreal Constitutional Association? La politisation de la question scolaire, évidente lors de la non-reconduction de la loi des écoles d'Assemblée de 1829 par le Conseil législatif en 1836, est toujours d'ores et déjà là : qui souhaite former les enfants et comment faire pour que, devenus adultes, ils suivent une voie qui se serait imposée? Veut-on angliciser et protestantiser la majorité francophone et catholique? Veut-on faire prévaloir les valeurs catholiques? Entend-on initier aux vertus républicaines? Veut-on instruire « tout simplement », comme si un tel

positivisme était concevable? L'auteur fait bien voir les intérêts qui se bousculent dans les nombreux projets et lois d'instruction publique. L'un de ses apports est d'avoir analysé comment, dans le contexte des années 1800 à 1845, il a été possible d'objectiver et d'enquêter sur la population scolaire et, du coup, de dépolitiser la question. Sans être totalement originale, sa réponse est un bon révélateur du type de gouvernance qui aurait permis – et a réellement permis – d'instruire le peuple : un système municipal qui pourrait lever un système de taxation rendu acceptable et efficace par l'abolition du cens seigneurial et de la dîme ecclésiastique, cette dernière étant compensée par les réserves du clergé, et où la politique aurait joué moins fortement. La suite des choses a donné raison à cette idée : l'instruction publique décolle au Québec à compter de 1855, sous Chauveau, au moment où s'implante un système de gouvernance municipale et lorsqu'un surintendant de l'instruction publique réussit à mener une politique un tant soit peu continue.

Dans son souci de voir comment émerge un esprit nouveau de gestion « gouvernementale » coloniale grâce au savoir, Curtis est attentif aux initiatives d'« enquêtes » sur l'éducation : aux rapports du Comité d'éducation de la Chambre, des visiteurs et inspecteurs, aux données sur l'éducation colligées sous Gosford par Grey et sous Durham par Buller (qui compte lui-même sur un volumineux mémorandum de Christopher Dunkin), et enfin au rapport sur le Bas-Canada demandé à Stewart Derbshire par Durham. Cette somme de connaissances représente l'élément le plus neuf de cette étude de Curtis, qui est en désaccord avec à peu près tous les historiens québécois contemporains qui font, selon lui, de « l'histoire héroïque » – lire nationaliste – sauf Jacques Monet dans *The Last Cannon Shot* de 1969 et Richard Chabot dans son *Curé de campagne* de 1975.

Il y a dans cet ouvrage une franchise d'analyse qui sort de l'ordinaire. À condition de ne pas attribuer à l'auteur les idées de ceux qu'il cite, comme lord Durham qui « *flattered himself that French-speaking Lower Canadians were 'charmed at being relieved from self-government, & being for the time under a pure despotism'. Despite their leaders' republican simulacra, the people preferred less rather than more democracy* » (p. 385), ou les idées de Buller à propos de l'urgent projet d'anglicisation par l'école : « *the sooner accomplished, the shorter the struggle, and the earlier the recompense* » (p. 391).

L'ouvrage est un apport majeur à la compréhension du long inachèvement d'un système scolaire dans une colonie. On aurait apprécié une preuve plus forte de cette « ignorance du peuple » toujours rappelée au fil du texte, surtout que l'auteur connaît très bien les données sur l'alphabétisation et l'analphabétisme du Bas-Canada. Une discussion sur les données disponibles et une prise de position scientifique auraient été intéressantes venant de Curtis. Donner dans « l'histoire héroïque » est cependant bien la dernière chose qu'il aurait voulu faire : il semble qu'il ait fait plutôt une « leçon d'anatomie » médicale comme celle représentée par Rubens, mais une leçon d'anatomie appliquée aux sciences sociales, toujours bien humaines. Il serait intéressant de voir quelle serait sa leçon d'anatomie historique, avec sur la table le cadavre du républicanisme bas-canadien ou, tout simplement, le corps de Papineau.

La traduction française de cet ouvrage s'impose : *the sooner accomplished, the shorter the delay, and the earlier the recompense*.

Yvan LAMONDE

Université McGill.  
yvan.lamonde@gmail.com

---

Denise ROBILLARD, *Monseigneur Joseph Charbonneau. Bouc émissaire d'une lutte de pouvoir*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2013, 526 p.

L'affaire semblait pourtant entendue. La démission de l'archevêque de Montréal, M<sup>sr</sup> Joseph Charbonneau, survient le 30 janvier 1950 dans des circonstances pour le moins mystérieuses. Quelques mois à peine se sont écoulés depuis les événements de la grève de l'amiante où Charbonneau s'est signalé par ses prises de position en faveur des grévistes – et contre le gouvernement de Maurice Duplessis. Le chef de l'Union nationale ne lui aurait pas pardonné cet affront et, à la suite de pressions auprès du Saint-Père à Rome, aurait obtenu la démission forcée du prélat. On ne s'oppose pas à celui que l'on surnommait le « cheuf », et cette affaire est devenue une pièce maîtresse de ce qu'on appelle la Grande Noirceur duplessiste. Or la démission de Charbonneau ne serait pas une affaire politique, mais bien une affaire cléricale. Ce n'est pas son appui aux grévistes, mais bien son appui au dominicain Georges-Henri Lévesque sur la question de la non-confessionnalité des corporations qui a fait de Joseph Charbonneau le « bouc émissaire d'une lutte de pouvoir », pour reprendre le titre de l'ouvrage de Denise Robillard.

Depuis plusieurs années déjà, l'auteure s'intéresse au fait religieux dans le Canada français au 20<sup>e</sup> siècle. Après avoir publié des études sur la religieuse Émilie Tavernier-Gamelin (1988), le cardinal Paul-Émile Léger (1993), l'Oratoire Saint-Joseph (2005), l'archevêque Maurice Baudoux (2009) et l'Ordre de Jacques Cartier (2009), elle s'attaque dans cet ouvrage à éclaircir les circonstances de ce « drame humain » qui a mené Joseph Charbonneau, archevêque de Montréal entre 1940 et 1950, à finir ses jours dans l'exil à Victoria, en Colombie-Britannique. Pour ce faire, elle a rencontré une soixantaine de personnes sur une dizaine d'années, dépouillé les archives de plusieurs fonds et consulté la correspondance de Charbonneau. La somme de travail est au bas mot colossale et mérite d'être soulignée.

Au fil des seize chapitres qui composent l'ouvrage, Robillard retrace le parcours de Charbonneau, depuis sa formation (chapitre 1) jusqu'à son exil (chapitres 15 et 16) en passant par les moments forts de sa carrière épiscopale, le premier en Ontario (chapitres 2 à 7) et le second à Montréal (chapitres 8 à 14). L'auteure nous présente également ses difficultés, les unes fondées, les autres un peu moins, avec le clergé franco-ontarien et québécois ainsi qu'avec les milieux nationalistes. Alors que Charbonneau préfère la conciliation dans un climat de luttes et de revendications entre francophones et anglophones en Ontario, le père Claude Charlebois n'hésitera pas à dire à qui veut l'entendre qu'il est « vendu aux Irlandais » et un « traître à sa race » (p. 159). Au Québec, ses positions sociales avant-gardistes